

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

EMOVA GROUP

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 4.761.068 euros

Siège social : 23, rue d'Anjou - 75008 Paris

421 025 974 R.C.S. Paris

Avis aux actionnaires en application de l'article R.225-120 du Code de commerce

Augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission d'actions ordinaires nouvelles

Mise en œuvre de la délégation de compétence consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mars 2024

Objet de l'insertion. — La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société EMOVA GROUP (la « **Société** ») d'une augmentation de capital en numéraire, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (les « **DPS** ») et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris des DPS ainsi que des actions nouvelles.

Caractéristiques de la Société

Dénomination sociale. — EMOVA GROUP.

Forme de société. — Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Montant du capital social. — Le capital social est fixé à la somme de 4.761.068 euros. Il est divisé en 9.522.136 actions de 0,50 euro chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

Adresse du siège social. — 23, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Numéros d'identification. — Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés : 421 025 974 R.C.S. Paris. Identifiant SIRET du siège social : 421 025 974 00047.

Objet social. — La Société a pour objet directement ou indirectement tant en France qu'à l'étranger : l'activité de holding, la prise de participation, la gestion de participation, la prestation de services, la participation dans toutes opérations commerciales, industrielles et financières ; la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Date d'expiration normale de la Société. — La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 1^{er} décembre 2097, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Législation applicable. — EMOVA GROUP est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par la loi française.

Exercice social. — Du 1^{er} octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute personne. — Néant.

Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques. — Toutes les actions de la Société sont des actions ordinaires sans droit ni avantage particulier. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire sous réserve de la législation en vigueur et des statuts. Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les livres de la Société ou auprès d'un intermédiaire habilité. Les actions de la Société sont admises aux négociations sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0013356755 ALEMV.

Cession et transmission des actions. — Les actions sont librement négociables. Elles se transmettent, qu'elles soient nominatives ou au porteur, par virement de compte à compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Franchissement de seuil. — Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux. A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions visées ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

Conditions d'admission aux assemblées d'actionnaires, exercice du droit vote et droit de vote double. — Tout actionnaire a le droit, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité, d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant à distance sur justification de l'enregistrement comptable des titres à son nom ou dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé au nom de leur propriétaire dans les conditions prévues aux articles L.211-3 et L.211-4 du Code monétaire et financier, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, les actions nominatives et entièrement libérées inscrites depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire confèrent un droit de vote double. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double peut être conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Répartition des bénéfices et constitution des réserves. — Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour doter le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

Le solde est réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital.

La perte de l'exercice est inscrite au report à nouveau à l'effet d'être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à son apurement complet.

Répartition du boni de liquidation. — Le partage du boni de liquidation est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leurs participations au capital.

Bilan. — Le bilan social arrêté au 30 septembre 2024 est publié en Annexe.

Prospectus. — En application des dispositions de l'article L. 411-2-1 1° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), la présente émission ne donnera pas lieu à un prospectus visé par l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8 millions d'euros.

Organes sociaux ayant autorisé et décidé l'émission

Assemblée générale ayant autorisé l'émission. — L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 21 mars 2024 a délégué au Directoire sa compétence en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social avec maintien du DPS des actionnaires dans les conditions fixées dans la 7^{ème} résolution reproduite ci-après :

« Septième résolution – Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider soit l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital ou donnant droit à un titre de créance, soit l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.22-10-50 et L.228-92 et L.228-93 dudit Code,

délègue au Directoire sa compétence, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en euros ou en monnaie étrangère ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, à une ou plusieurs augmentations de capital :

- par l'émission, sur le marché français et/ou international, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la Société et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, au capital de la Société ou de sociétés qui possèderaient directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou de sociétés dont elle possèderait directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou donnant droit à un titre de créance, par souscription soit en espèces soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;*
- et/ou par incorporation au capital de tout ou partie des bénéfices, réserves ou primes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions ordinaires gratuites ou d'élévation du nominal des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés,*

étant précisé que l'émission d'actions de préférence est strictement exclue de la présente délégation ;

décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que le montant nominal total de ces augmentations de capital s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la 13^{ème} Résolution ci-après. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;*
- le montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que le montant nominal total de ces obligations ou autres titres de créances s'imputera sur le plafond global applicable aux obligations ou autres titres de créances fixé par la 13^{ème} Résolution ci-après ;*

fixe à vingt-six (26) mois, à compter de ce jour, la durée de validité de la délégation de compétence faisant l'objet de la présente Résolution.

En cas d'usage par le Directoire de la présente délégation :

- *décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors détenues par eux dans les conditions prévues à l'article L.225-132 du Code de commerce ;*
- *prend acte que le Directoire aura la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible ;*
- *décide, en tant que de besoin, que, dans le cas d'émissions d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'absorbent pas la totalité de l'émission, le Directoire pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :*
 - *limiter l'émission au montant des souscriptions, à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée,*
 - *répartir librement tout ou partie des actions ou, dans le cas de valeurs mobilières, lesdites valeurs mobilières dont l'émission a été décidée mais n'ayant pas été souscrites à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible,*
 - *offrir au public, par offre au public de titres financiers, tout ou partie des actions ou, dans le cas de valeurs mobilières donnant accès au capital, desdites valeurs mobilières non souscrites, sur le marché français et/ou à l'étranger et/ou sur le marché international,*
- **décide** *que le Directoire pourra, d'office et dans tous les cas, limiter l'émission décidée au montant atteint lorsque les actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites représenteront moins de 3% de ladite émission ;*
- **prend acte** *en tant que de besoin, qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital emportera de plein droit, au profit des porteurs, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du Code de commerce ;*
- **décide**, *conformément aux dispositions de l'article L.22-10-50 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits au plus tard trente (30) jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués ;*

précise *que les opérations visées dans la présente Résolution pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les titres de la Société dans le respect des dispositions législatives et réglementaires ;*

décide *que le Directoire aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre ou non la présente délégation de compétence, ainsi que celui d'y surseoir le cas échéant, dans les conditions légales ainsi que dans les limites et conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :*

- *décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre et, de manière plus générale, décider les émissions dans le cadre de la présente délégation ;*
- *décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;*

- *déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, décider en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créances donnant accès au capital de la Société, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L.228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé), leur durée (déterminée ou indéterminée), et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créances, ou prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;*
- *déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou des titres à émettre ;*
- *fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions ou aux valeurs mobilières à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ordinaires nouvelles (c'est-à-dire les éventuels titres sous-jacents) porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits, le cas échéant, à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que les actions ou valeurs mobilières déjà émises par la Société, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;*
- *prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires pendant un délai maximum de trois (3) mois ;*
- *à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y seront afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;*
- *fixer et procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;*
- *constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;*
- *d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.*

Les modalités définitives des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article L.225-129-5 du Code de commerce, que le Directoire établira au moment où il fera usage de la délégation de compétence à lui conférée par la présente Assemblée. Le Commissaire aux comptes établira également un rapport complémentaire à cette occasion.

décide que la présente autorisation privera d'effet la délégation antérieure ayant le même objet. »

Cette même Assemblée Générale Mixte a également décidé de fixer le montant global des délégations/autorisations financières dans les conditions fixées dans la 13^{ème} résolution reproduite ci-après :

« Treizième résolution – Fixation du plafond global des autorisations d’émission d’actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital et de valeurs mobilières représentatives de créances »

L’Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et comme conséquence de l’adoption des 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} Résolutions ci-dessus :

décide de fixer à trente millions d’euros (30.000.000 €) le montant nominal maximal des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d’être réalisées en vertu des délégations de compétence conférées par les résolutions susvisées, étant précisé qu’à ce montant nominal s’ajoutera, éventuellement le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à la loi ;

décide également de fixer à trente millions d’euros (30.000.000 €) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société susceptibles d’être émises en vertu des délégations de compétence conférées par les résolutions susvisées. »

Décision du Directoire ayant décidé l’émission des actions nouvelles. — Le Directoire, après avoir constaté que le capital social de la Société était entièrement libéré, a décidé, lors de sa séance du 18 juillet 2025, de faire usage de la délégation de compétence conférée par l’Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 21 mars 2024 et de procéder à une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, à hauteur de 7.999.999,80 €, prime d’émission incluse, par émission de 13.333.333 actions ordinaires nouvelles (les « **Actions Nouvelles** »), émises au prix unitaire de 0,60 €, soit avec une prime d’émission unitaire de 0,10 € et globale de 1.333.333,30 €, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles

Nombre d’actions à émettre. — Le nombre total d’Actions Nouvelles à émettre s’élève à 13.333.333, soit une augmentation de capital de 6.666.666,50 € et une prime d’émission globale de 1.333.333,30 €.

Ce nombre d’Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d’actions existantes, soit 9.522.136.

Prix de souscription. — Le montant de souscription unitaire d’une Action Nouvelle, à libérer intégralement lors de la souscription, est de 0,60 €, dont 0,50 € au titre de la valeur nominale et 0,10 € au titre de la prime d’émission, étant précisé que ce prix correspond à une décote de 3,22% sur le cours de bourse du 17 juillet 2025 de 0,62 €, dernière séance de bourse précédant la réunion du Directoire du 18 juillet 2025 fixant le prix d’émission.

Dates d’ouverture et de clôture de la souscription. — Les souscriptions seront reçues du 31 juillet 2025 au 28 août 2025 inclus. Toutefois, ce délai se trouvera clos par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés ou que l’augmentation de capital aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle à ou cession de leurs DPS des actionnaires qui n’auront pas souscrit.

Forme des Actions Nouvelles. — Les actions nouvelles seront nominatives ou au porteur, au choix du souscripteur. Elles seront, quelque soit leur forme, obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon le cas par :

- la Société Générale, mandatée par la Société pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire financier habilité du choix de l’actionnaire et la Société Générale, mandatée par la société, pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

Droit préférentiel de souscription. — L’augmentation de capital de la Société sera réalisée avec maintien du DPS des actionnaires.

Droit préférentiel de souscription à titre irréductible. — La souscription des Actions Nouvelles est réservée :

- aux porteurs d’actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l’issue de la journée précédant la date d’ouverture de la période de souscription, soit le 30 juillet 2025 ; et
- aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (DPS).

Les titulaires de DPS pourront souscrire à titre irréductible, à raison de sept (7) Actions Nouvelles pour cinq (5) actions existantes possédées, étant précisé que cinq (5) DPS qui permettront donc de souscrire à sept (7) Actions Nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les DPS ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne possèderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession du nombre de DPS nécessaires à la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les actionnaires pourront céder ou négocier leurs DPS dans les mêmes conditions et limites que les actions auxquelles ils sont attachés du 29 juillet 2025 au 26 août 2025 inclus. Le DPS sera détaché le 29 juillet 2025. Il sera coté et négociable à compter du 29 juillet 2025 sur le marché Euronext Growth Paris (ISIN FR0014011MF5). Chacun des actionnaires pourra également renoncer à titre individuel à son DPS dans les conditions prévues par la loi.

Droit préférentiel de souscription à titre réductible. — Il est en outre institué, au profit des titulaires de DPS, un droit de souscription à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'actions nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'actions nouvelles résultant de l'exercice de leurs DPS à titre irréductible.

Les actions nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'action nouvelle.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'actions nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne pourront être regroupées pour obtenir des actions nouvelles à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social de la Société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Cotation des droits préférentiels de souscription. — Les DPS seront détachés le 29 juillet 2025 et négociés sur le marché Euronext Growth Paris jusqu'à la clôture de la période de souscription, soit jusqu'au 26 août 2025 inclus, sous le code ISIN FR0014011MF5.

Exercice du droit préférentiel de souscription. — Pour exercer leurs DPS, les titulaires devront, à tout moment entre le 31 juillet 2025 et le 28 août 2025 inclus :

- pour les actionnaires nominatifs purs : renvoyer le bulletin de souscription qui leur aura été adressé à l'aide de l'enveloppe T qui y sera jointe ;
- pour les actionnaires nominatifs administrés et au porteur : en faire la demande auprès de l'intermédiaire financier qui gère leurs titres.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Les DPS devront être exercés par leurs titulaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription. Ils seront négociables du 29 juillet 2025 au 26 août 2025 dans les mêmes conditions que les actions existantes.

Le cédant du DPS s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du DPS ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les DPS non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite des demandes des souscripteurs, *au prorata* du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leurs souscriptions à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Demandes de souscription à titre libre. — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités visées ci-dessus, toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'Augmentation de Capital, étant précisé que le Directoire disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

Insuffisance des souscriptions. — Dans l'hypothèse où les souscriptions à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Directoire pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L.225-134 du Code de commerce, pour autant que la somme des montants ainsi reçus représente au moins 75% de l'émission, les actions non souscrites pouvant au demeurant être offertes au public ou réparties librement.

En application des dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L.225-134 du Code de commerce, le Directoire pourra d'office, si les actions non souscrites représentaient moins de 3% du montant de l'émission prévue, limiter l'augmentation au montant des souscriptions effectivement recueillies.

Etablissements domiciliataires et versement des souscriptions. — Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de Société Générale Securities Services, département Titres et Bourse, CS 30802, 44308 Nantes Cedex 03.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés Société Générale Securities Services, département Titres et Bourse, CS 30802, 44308 Nantes Cedex 03, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

La date prévue pour la livraison des actions nouvelles est le 4 septembre 2025.

Garantie. — L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après la remise du certificat du dépositaire.

Nature et catégorie des Actions Nouvelles. — Les Actions Nouvelles à émettre seront des actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes de la Société.

Jouissance et droits attachés aux Actions Nouvelles. — Les actions nouvellement créées le seront avec jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} octobre 2024 et seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires de la société. Elles seront librement négociables.

La totalité des actions existantes et des Actions Nouvelles jouiront des mêmes droits.

Devise d'émission des Actions Nouvelles. — L'émission des Actions Nouvelles est réalisée en Euro.

Date prévue d'émission des Actions Nouvelles. — Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, il est prévu que les Actions Nouvelles soient inscrites en compte-titres le 4 septembre 2025.

Admission des Actions Nouvelles aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. — Les Actions Nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Leur cotation ne pourra toutefois intervenir qu'après établissement du certificat de dépôt du dépositaire. Elles seront admises sur la même ligne de cotation que les actions existantes (code ISIN FR0013356755 ALEMV) et leur seront entièrement assimilées dès leur admission aux négociations.

L'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris est prévue, à titre indicatif, le 4 septembre 2025.

**Madame Saloua MASLAGA,
Présidente du Directoire.**

Annexe – Bilan de EMOVA GROUP au 30 septembre 2024

L'actif du bilan au 30 septembre 2024 est le suivant :

Actif en k€	Brut	Amorti. & Prov.	Net	30/09/2023
Actif immobilisé				
- Concessions, brevets et droits similaires	3.914	1.788	2.125	1.542
- Autres immobilisations incorporelles	73		73	
- Autres immobilisations corporelles	820	507	314	377
- Autres participations	50.142	19.507	30.634	30.634
- Créances rattachées à des participations	38	38		
- Autres titres immobilisés	50		50	50
- Autres immobilisations financières	10		10	10
Actif circulant				
- Clients et comptes rattachés	46.872	15	46.857	38.263
- Autres créances	21.257	1.293.675	21.257	22.196
- Valeurs mobilières de placement	27	26	1	1
- Disponibilités	2		2	73
- Charges constatées d'avance	38		38	33
Charges à répartir sur plusieurs exercices	846		846	1.087
Total Actif	124.089	21.881	102.208	94.266

Le passif du bilan au 30 septembre 2024 est le suivant :

Passif en k€	30/09/2024	30/09/2023
Capitaux propres		
- Capital social	28.566	27.708
- Primes d'émission, de fusion, d'apport...	12.477	13.335
- Réserve légale	342	342
- Report à nouveau	-23.704	-21.649
- Résultat de l'exercice	-3.604	-2.056
- Provisions réglementées	505	505
Provisions pour risques et charges	449	390
Emprunts et dettes		
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15.781	17.473
- Emprunts et dettes financières divers	54.268	44.975
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.033	3.528
- Dettes fiscales et sociales	10.329	7.792
- Autres dettes	2.767	1.923
Total Passif	102.208	94.266